

« Notre génération a pris de plein fouet la question de l'identité »

Itinérances. Dans son film *On nous appelait Beurettes*, Bouchera Azzouz se penche, à travers son cas et celui d'amies à elle, sur cette première génération de filles nées en France de parents maghrébins.

Que reste-t-il de cette première génération de filles nées en France ?

Des femmes qui connaissent toutes le prix qu'elles ont dû payer pour accéder à leur liberté et à leur citoyenneté. Ce sont des femmes très engagées et sensibles à ce qui se passe.

Votre documentaire aborde le cas de femmes de Bobigny. Pensez-vous qu'il y ait une différence entre celles qui ont grandi dans une cité de province et une de région parisienne ?

Si vous prenez Alès et Saint-Denis, vous n'avez pas la même population. La région parisienne a agrégé et concentré des générations entières de populations issues de l'immigration. Ceci dit, les problématiques sont les mêmes. Et probablement qu'il est encore plus difficile de trouver un boulot ou de s'insérer en province. À notre époque, nous étions des petites arabes qui vivions dans une société blanche, faite pour les blancs. Nulle part on ne trouvait des personnes qui



■ Bouchera Azzouz prévoit un nouveau documentaire, pour 2020, sur la situation actuelle des filles des cités. MINA KAWASHY

nous ressemblaient, que ce soit dans les écoles ou les hôpitaux par exemple.

Comment les filles ont-elles réussi à exister ?

On n'a pas été que dans l'affrontement avec la société. On portait aussi une critique radicale de notre famille, qui ne se mélangeait pas. C'était

un accord tacite entre nos familles et la société. Mais avec une différence nette entre les filles et les garçons. Au final, on a eu plus de facilité à bouleverser les choses car le rôle social des garçons est très différent : les mères les survalorisent, quand les filles sont éduquées pour être au service de leurs frères. Ils n'ont donc pas

de raison de se lever contre leur famille.

Depuis, les mariages mixtes se sont multipliés. Les choses ont-elles changé ?

On ne peut pas dire, aujourd'hui, que nous sommes les indigènes de la République. Mais notre génération - la première post-coloniale - a pris de plein fouet la question de l'identité. On a cru que la Marche pour l'égalité et contre le racisme (connue sous le nom de la Marche des Beurs, NDLR) allait répondre à notre désir. Mais on se rend compte que c'est un échec : les quartiers se sont vidés des blancs et on se retrouve face à ces problématiques. Il n'y a qu'à voir par qui sont fréquentés les lycées professionnels. On est encore, en fait, dans un processus de classes : l'école traite les enfants issus de la classe ouvrière et de l'immigration de la même façon. 1975 a vu une réforme de l'enseignement professionnel qui correspondait à une forme de valorisation. Celle-ci fait que les gens ne se posent pas la question de la représentation de classe. Mais

en parallèle, ces enfants n'ont pas le même accès à l'emploi : ils ont appris un métier mais sont discriminés parce qu'issus de l'immigration.

Comment voyez-vous la situation de celles qui vous ont succédé ?

Les filles ont hérité de toutes ces batailles qu'on a menées. Nous, nous n'avions pas de vie sociale, notre façon de gagner notre liberté était le mariage. Ce n'est plus trop le cas : l'immigration s'est diluée dans la société. La problématique est différente : les filles ont hérité d'une liberté, mais peuvent-elles en disposer ? L'accès à l'emploi reste difficile. Beaucoup se replient encore sur le mariage car cela donne un rôle social, une reconnaissance. Le poids du religieux impose aussi un modèle de femme idéale, respectable. Les filles sont coincées entre ces deux assignations, et tout les ramène au quartier.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS DESMEURES

► Le documentaire est visible ce jeudi, à 14 h, à la Maison pour tous des Cévennes. Entrée libre.